

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1870-1871.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N° 9.

#### I. — Prompts rapports.

M. VANDER DONCKT, *rapporteur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	1098. 2016.	Par pétition sans date, Des propriétaires et cultivateurs de l'arrondissement d'Arlon, se plaignant d'une décision par laquelle l'administration remet en vigueur la loi du 7 ventôse an XII concernant la largeur des jantes de voitures, prient la Chambre de faire disparaître ou de modifier cette loi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
2.	1064.	Par pétition datée de Hoesselt, le 19 juin 1871, Des détenteurs de chevaux de troupes étrangères désarmées à leur entrée sur le territoire belge demandent que le Gouvernement autorise ceux qui en exprimeront le désir, à garder les chevaux contre paiement du prix de l'estimation consignée au procès-verbal de la remise, et que les autres ne soient pas obligés de les conduire à Blandain. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
3.	1089.	Par pétition datée de Champs, le 21 juin 1871, Des habitants de Champs et Rouette, section de la commune de Longchamps, demandent la construction d'un bâtiment d'école. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.      1095.      Par pétition datée d'Amonines, le 20 juin 1871,  
Les membres du conseil communal et des habitants d'Amonines demandent le rétablissement : 1<sup>o</sup> de la malle-poste faisant le parcours de Hotton à Erezée; 2<sup>o</sup> de la seconde levée de la boîte aux lettres à Amonines. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
5.      949.      Par pétition datée de Ham-sur-Sambre, le 23 mai 1871,  
Des habitants de Ham-sur-Sambre demandent le prolongement jusqu'à Sart-Laurent, et par Ham-sur-Sambre, de la route d'Eghezée à la Sambre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
6.      2005.      Par pétition datée de Jupille, le 24 juin 1871,  
1057.      Des habitants de Jupille demandent que le Gouverne-  
1091.      ment ne relève point les tarifs des chemins de fer pour le  
2014.      transport des voyageurs.

Même demande d'habitants de Bruxelles, Huy, Liège, Verviers, Hodimont, Taviers et d'un grand nombre de communes du pays. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

---

## II. — Rapports ordinaires.

### M. DE CLERCQ, 1<sup>er</sup> rapporteur.

7.      20892.      Par pétition datée de Marbais, le 26 avril 1870,  
Le sieur Delstanche, demandeur en concession d'un chemin fer d'abord de Luttre, puis de Quévy à Maestricht, proteste contre l'allégation des sieurs Rosart qu'aucune demande n'a été faite dans le sens de leur chemin de fer projeté, et prie la Chambre de lui accorder la concession de la ligne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
8.      20906.      Par pétition datée de Schaerbeek, le 6 mai 1870,  
Des habitants de Schaerbeek prient la Chambre de fixer les peines qui pourront être prononcées par les chefs de corps de la garde civique et d'accorder au subordonné condamné le droit d'appel devant le conseil de discipline. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 9.                           | 579.                                     | Par pétition datée de Binche, le 24 février 1871,<br>Le sieur de Kerf réclame contre sa révocation des fonctions de commissaire de police de la ville de Binche. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.  |
| 10.                          | 854.                                     | Par pétition sans date.<br>Le sieur Planchoit demande l'abolition du serment religieux. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 11.                          | 872.                                     | Par pétition datée de Bruxelles, le 3 mai 1871,<br>Des habitants de Bruxelles proposent des mesures en faveur de la langue flamande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.  |
| 12.                          | 876.                                     | Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 3 mai 1871.<br>Des habitants de Molenbeek-Saint-Jean demandent que, pour le flamand, toutes les affaires judiciaires soient traitées en flamand dans les provinces des deux Flandres, d'Anvers, de Limbourg et dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.              |
| 13.                          | 877.                                     | Par pétition datée d'Hofstade, le 3 mai 1871,<br>Des habitants d'Hofstade demandent que dans les provinces flamandes toutes les affaires administratives soient traitées en flamand et qu'il y ait une section flamande à l'Académie de Bruxelles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.  |
| 14.                          | 890.<br>881.<br>898.                     | Par pétition datée d'Anvers, le 7 mai 1871,<br>Les président et secrétaire d'une société flamande à Anvers demandent que la langue flamande soit, en tout, mise sur le même pied que la langue française.<br>Même demande d'habitants de Bruxelles, Lommel, Schaerbeek. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.   |
| 15.                          | 893.                                     | Par pétition datée de Bruxelles, le 10 mai 1871,<br>Des habitants de Bruxelles déclarent que, par leur pétition du 5 mai, ils n'ont pas proposé des mesures en faveur de la langue flamande, mais demandé que la Chambre confirme par une loi plusieurs points qu'ils énumèrent, relatifs aux droits de la population flamande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |

16.

896.

Par pétition datée de Bruxelles, le 10 mai 1871,

Des habitants de Bruxelles demandent une loi déclarant que la langue flamande sera la langue officielle pour les provinces des deux Flandres, d'Anvers, de Limbourg et pour les arrondissements de Bruxelles et de Louvain. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. LÉON VISART, 2<sup>o</sup> rapporteur.

17.

958.

Par pétition datée de Bruxelles, le 30 mai 1871,

Le sieur Dubois demande un projet de loi réglementant l'importation en Belgique et la vente de l'huile de pétrole. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

18.

951.

Par pétition datée de Bruxelles, le 25 mai 1871,

Des habitants de Bruxelles demandent que les mandats de la poste soient rédigés dans la langue parlée par l'expéditeur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

19.

953.

Par pétition datée de Scheldewindeke, le 27 mai 1871,

Le sieur Perreman-Dewinne demande que M. le Ministre des Travaux Publics retire son arrêté qui réduit le délai de déchargement et augmente les frais de chômage. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

20.

727.

Par pétition datée de Quartes, le 28 mars 1871,

Le sieur Delétré demande que les détenteurs de timbres non employés à l'époque de la mise en vigueur de la loi qui doit supprimer l'obligation du timbre pour les quittances, soient remboursés de leurs frais contre la remise des timbres revêtus ou non de formules imprimées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

21.

941.

Par pétition datée d'Ixelles, le 26 mai 1871,

Le sieur Vandervelde propose de remplacer l'art. 380 du code de procédure civile par l'art. 17 de l'ordonnance d'avril 1667, portant que « tout juge qui saura causes » valables de récusation en sa personne sera tenu, sans » attendre qu'elles soient proposées, d'en faire sa déclaration qui sera communiquée aux parties, » et demande une disposition additionnelle à l'art. 505 pour rendre passible de la prise à partie le magistrat qui n'aurait pas satisfait à l'obligation imposée par le nouvel art. 380. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

22. 952. Par pétition datée de Moorslede, le 25 mai 1871,  
Le sieur Van Besien demande qu'on fasse arrêter, pour les livrer à la justice de leur pays, tous les orateurs des meetings internationaux. — Concl. — Ordre du jour.
- M. VAN CROMPHAUT, 3<sup>e</sup> rapporteur.
23. 891. Par pétition datée de Meerhout, le 30 avril 1871,  
Le conseil communal de Meerhout demande que le chemin de fer projeté par le sieur Maréchal soit modifié afin que la ligne d'Hérenthals passe au sud de Gheel pour se rendre directement au camp de Beverloo. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
24. 948. Par pétition datée d'Olmen, le 23 mai 1871,  
Le conseil communal d'Olmen déclare appuyer le chemin de fer direct d'Ans sur Bréda projeté par le sieur Maréchal et demande l'exécution de cette ligne le plus tôt possible. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
25. 20953. Par pétition datée de Solre-sur-Sambre, le 11 mai 1870,  
Des habitants de Solre-sur-Sambre demandent la révision des dispositions en vigueur relatives à la police des établissements dangereux et réclament l'intervention de la Chambre pour faire établir en dehors de l'agglomération de la commune le dépôt de poudre de chasse et de mine tenu par le sieur Dart. — Concl. — Ordre du jour.
26. 736. Par pétition datée de Poucet, le 26 mars 1871,  
Des habitants de Poucet demandent que le Gouvernement fasse observer les lois protectrices des animaux domestiques. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
27. 853. Par pétition datée d'Isque, le 30 avril 1871,  
La dame Ronhard demande un congé pour Joseph Ronhard, artilleur au 6<sup>e</sup> régiment, 43<sup>e</sup> batterie de siège. — Concl. — Ordre du jour.
28. 883. Par pétition datée de Verviers, le 29 avril 1871,  
La veuve Baar réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution partielle des droits de succession qu'elle a payés au bureau de Verviers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
29.	735.

Par pétition datée de Siehem, le 2 avril 1871,

Le sieur Paternotte réclame l'intervention de la Chambre pour faire rapporter la circulaire ministérielle interdisant le transport de foin en boîtes comprimées sur les lignes du chemin de fer de l'État et les voies ferrées mixtes qui doivent emprunter ces lignes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

